

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOLI, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de Service « Cafpro » entre la CAF et la Ville Autorisation pour l'accès professionnel aux données des Caf

Michel PASSET rapporte :

Afin de déterminer la situation des familles pour le règlement des frais de garde dans les établissements et services d'accueil municipaux du jeune enfant (crèches, multi accueils, accueils familiaux) ainsi que dans les accueils de loisirs sans hébergement périscolaires et extrascolaires (ALAE et ALSH), la Ville de Montpellier prend en compte les ressources des familles et le nombre de personnes à charge.

Pour définir les tarifs, établis à partir d'un barème imposé par la CNAF pour les établissements d'accueil de jeunes enfants, les familles allocataires CAF doivent communiquer chaque année, aux services de la Ville concernés, le dernier avis d'imposition et une attestation de la CAF datant de moins de trois mois et mentionnant leur quotient familial.

Dans l'objectif de simplifier les démarches administratives pour les usagers, de rationaliser le recensement des informations manquantes mais également devant la difficulté à obtenir dans les délais des pièces fiables et contrôlées, la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault propose, à ses partenaires et aux organismes tiers justifiant d'un besoin professionnel, l'accès direct à son service télématique « Cafpro ».

Ce service permet de visualiser en temps réel la situation ainsi que les ressources des familles allocataires. Cet accès est conditionné à la signature d'une convention de service entre la CAF et la Ville pour les établissements précités qui ont fait l'objet d'une signature de convention d'objectif et de financement pour le versement de la prestation de service. Cette convention est conclue pour un an renouvelable par tacite reconduction par période d'un an.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes de la convention de service entre la Ville et la CAF afin d'autoriser l'accès aux données « Cafpro » pour les agents justifiant d'un besoin professionnel;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer la convention de service « Cafpro » ci jointe et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013